

LE PIRE N'EST DONC PAS TOUJOURS SÛR

A peine retombé le rideau d'un mouvement social stupéfiant, qui vit des chômeurs porter des jouets pour les enfants à des piquets de grévistes "nantis", les intellectuels français reprennent leurs duels inusables depuis 20 ans de crise. "Première gauche" contre "deuxième gauche", "amis des exploités" contre "amis des exclus"... Dans ces mêmes colonnes, Michel Wieviorka nous condamne à l'enfermement entre nationalistes et "néo-républicains" (la raison, le progrès, et bien entendu la générosité étant sans doute réservés aux mondialistes libéraux ?).

En fait, on oublie de mettre en perspective l'évènement de Décembre 1995. Pourtant, en six mois de chiraquisme, la France vient d'encaisser deux crises majeures, qui révèlent l'état des lieux.

Souvenons-nous de cet été de bombes. La catastrophe tant redoutée était arrivée. La mise à jour du "réseau Kelkal" révélait une jonction en voie de s'opérer entre l'islamisme radical d'outre-méditerranée et la crise des banlieues de nos mégapoles (Paris, Lille, Lyon). La France se trouvait face à la pire des échéances : régler d'un coup la facture des deux déchirures que les gouvernements successifs ont laissé s'élargir depuis quinze ans. Entre le Nord et le Sud, et au sein même de la société française. La facture de la Guerre du Golfe et la facture de Maastricht.

Facture de la guerre du Golfe ? Certains avaient dit et répété que la loi du "deux poids, deux mesures" appliquée à l'Irak ne pouvait que discréditer les idéaux de démocratie et de droit international, ridiculisant, aux yeux des masses du Tiers Monde, les démocrates de leurs propres pays qui s'étaient identifiés aux valeurs occidentales. Aujourd'hui, les jeunes révoltés de 1988 sont la chair à canon de la guerre civile algérienne, en face d'un pouvoir militaire soutenu par la France. Et cette guerre, portée sur le sol français, y trouvait des relais au coeur du désespoir de nos banlieues.

Facture de Maastricht ? Au delà des choix tactiques pour le Oui ou le Non, certains avaient dit et répété que le "Non de la France d'en bas" (celui des ouvriers, des paysans, des employés, des femmes, des jeunes) exprimait la révolte des sacrifiés d'une modernisation sans âme, réservée aux élites de "la France qui gagne". Dit et répété que la construction européenne ne pourrait entraîner le consensus populaire que si elle marquait un surcroît d'association, de solidarité sociale. Le Traité au contraire est venu couronner quinze ans de précarisation, de "flexibilisation", de déstabilisation des dizaines de millions d'habitants de ce pays, bien au delà des officiellements "exclus".

Car il n'y a pas dans ce pays une "fracture" sociale entre les exclus et les inclus. Il y a une *déchirure* sociale, un processus continu de précarisation se propageant de bas en haut, menaçant à terme toutes celles et ceux qui ont encore le "privilège" d'être exploités, condamnés à des rythmes de travail de plus en plus fous au nom de ce privilège.

Comme les Etats-Unis qui servent de modèle à la "pensée unique", comme la Grande-Bretagne ravagée par le thatchérisme, la France se rapproche d'un Brésil triste, où pour protéger les vrais privilèges d'une minorité, et bien sûr au nom de la guerre à la drogue, on envoie l'armée contrôler la banlieue et ses classes dangereuses. Spectacle jamais vu, même pendant la première guerre d'Algérie : cet automne des soldats patrouillaient l'arme au poing sur les quais de la Gare du Nord.

Et c'est de la gare elle-même, des dépôts du rail et de la poste, puis de tout le secteur public avec ses enseignants, bref du secteur "protégé" parmi les "nantis" qu'est venu, cet hiver, l'improbable sursaut, le premier point de suture sur la déchirure. Et nous savons maintenant que le pire n'est jamais sûr. Car les millions de grévistes et de manifestants ont reçu le soutien ou du moins la bienveillante patience des dizaines de millions qui, dans le froid, le vent, le neige, ont continué à marcher vers le "privilège" de leurs emplois, sans un murmure contre les grévistes. Solidaires de ceux qui disaient Non, solidaires entre eux comme on l'avait oublié depuis Mai 68. On a parlé à son voisin, on a invité son collègue à dormir chez soi, on a pris l'immigrant en auto-stop.

Ce fut d'abord une révolte contre le mensonge. La brésilianisation de la société française avait engendré la sud-américanisation de sa vie politique. On avait vu fleurir les "populismes libéraux", de droite et de gauche. Chirac s'était fait élire comme un Menem, un Collor, un Salinas de Gortari : campagne à gauche, et une fois élu, meilleur élève du FMI... Mais la France n'était pas encore habituée au règne du cynisme. Derrière le "Non au plan Juppé", il y a d'abord un Non aux promesses bafouées.

Et dans la dernière semaine s'est cherché le temps du Oui. Oui au service public qui, par delà la dictature du marché, matérialise la cohésion de la société. Oui à la réduction du temps de travail, et pas seulement du côté où on la sentait monter depuis 1993 (la réduction hebdomadaire), mais aussi sur l'ensemble de la durée de vie humaine : "37 ans et demi pour tous".

Oui. La France a les moyens de remobiliser ses forces sur un projet de développement écologiquement soutenable, garantissant le bien-être et la dignité de tous ses habitants, et solidaire des pays du Sud. Elle en a les moyens économiques. Elle en a les moyens intellectuels et moraux, grâce à la ténacité des militants, des chercheurs qui ont su résister au bourrage de crâne "libéral" des années 80. Des solutions existent : la réduction massive de la durée du travail pour enrayer la machine à exclure, le renforcement des services publics, le développement d'un tiers-secteur d'utilité sociale pour raviver les racines de l'intégration, le développement d'une démocratie de face-à-face, fondement d'un partenariat (à l'exemple des Assises permanentes pour l'Emploi du Nord-Pas-de-Calais). Et au plan international : la dépénalisation des drogues douces et la médicalisation des drogues dures, pour briser les ramifications des mafias dans les banlieues, la mise en place d'un espace écologique et social européen, à l'occasion de la renégociation du traité de Maastricht, l'abolition de la dette du tiers-monde et l'imposition de clauses environnementales et sociales sur le libre-échange, l'adoption, aux niveaux national et international, de lois et conventions sur l'air, pour enrayer la crise atmosphérique des mégapoles et la dérive planétaire des climats.

Nous ne manquons pas de solutions. Nous manquons de volonté politique. Des secteurs minoritaires de la société, chez les écologistes, dans la gauche critique, chez les animateurs

des mouvements sociaux, s'acharnent depuis des années à en rappeler l'urgence. L'opinion hésite entre la sympathie à leur égard et le repli peureux vers les sirènes de l'égoïsme à courte vue. L'échec numérique et en même temps le succès d'estime de la campagne Voynet (dont on apprend, au hasard des interviews publiées dans *Libération* ou *le Monde*, que nombre des militants syndicaux, nombre d'intellectuels qui ont soutenu le mouvement, avaient voté pour elle) montrent bien le problème. Les minorités actives ne pourront rallier la majorité que si elles savent convaincre les forces politiques et sociales moins radicales.

Ici, la question de Parti Socialiste sera décisive. Ce parti a gouverné la France pendant la plus grande partie des quinze dernières années, il porte la responsabilité principale de la double déchirure que nous dénonçons, son silence sur le mouvement de Décembre fut assourdissant : silence à Even (qui disait "oui au plan Juppé"), silence à Lienemann (qui disait "non"). Son nouveau premier secrétaire, Lionel Jospin, a réclamé un "droit d'inventaire" sur ce passé. Il n'est plus possible de s'en tenir à de telles déclarations d'intention. Des socialistes, la France est en droit d'exiger un *devoir* d'inventaire, faute de quoi l'alternance attendue en 1998 ne serait pas plus significative que la réélection d'un Clinton, qui n'a rien accompli de son programme déjà modéré.

Les radicaux sauront-ils, les modérés voudront-ils, proposer au pays les voies audacieuses d'une transformation sociale conjurant la catastrophe imminente ? Tel est un des enjeux des prochains mois.